

ATIONS UNIES
SSEMBLEE
ENERALE



Distr.
GENERALE
A/4081/Add.3
27 mars 1959
ORIGINAL : FRANCAIS

Quatorzième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES : RESUMES ET ANALYSE
DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN VERTU DE L'ARTICLE 73 e DE LA CHARTE.
RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

Territoires d'Afrique centrale

AFRIQUE-EQUATORIALE FRANCAISE^{1/}

^{1/} Conformément à la résolution 1332 (XIII) de l'Assemblée générale, ce résumé est également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)	Pas de renseignements
Tiret (-)	Importance nulle ou négligeable
Barre oblique (1948/1949)	Campagne agricole ou exercice financier
Trait d'union (1948-1949)	Moyenne annuelle

/...

INFORMATIONS GENERALES

L'Afrique-Equatoriale française couvre 2.523.000 km². Elle groupe les quatre territoires du Gabon, du Moyen-Congo, du Tchad et de l'Oubangui-Chari. La capitale du groupe est Brazzaville.

POPULATION

Une Commission de la population et de la démographie a été créée en décembre 1950. Depuis 1953, dans certains districts et centres urbains, des fichiers de village constitués par des documents individuels ont été mis sur pied. Cette méthode est en voie de généralisation et doit permettre de passer du stade du dénombrement à celui du recensement individuel.

	<u>1946</u> (en milliers)		<u>1951</u> (en milliers)		<u>1957</u> (en milliers)	
	<u>Autoch-</u> <u>tones a/</u>	<u>Européens^{b/}</u> <u>et</u> <u>assimilés</u>	<u>Autoch-</u> <u>tones c/</u>	<u>Européens^{d/}</u> <u>et</u> <u>assimilés</u>	<u>Autoch-</u> <u>tones e/</u>	<u>Européens^{f/}</u> <u>et</u> <u>assimilés</u>
Moyen-Congo	626,0	...	683,2	10,2	754,3	10,4 ^{b/}
Gabon	421,0	...	403,5	3,8	407,3	4,0
Oubangui-Chari	1.062,0	...	1.092,5	4,5	1.139,5	6,0
Tchad	2.010,0	...	2.238,6	3,4	2.574,6	4,9
	4.119,0	7,8	4.417,8	21,9	4.875,7	25,3

a/ Estimations.

b/ Recensement du 8 avril 1946.

c/ Estimations au 1er janvier 1952.

d/ Recensement de juillet 1951.

e/ Estimations au 1er janvier 1958.

f/ Recensement du 17 décembre 1956.

CONDITIONS ECONOMIQUES

La période 1947-1957 a été marquée par une grande activité économique. L'équipement a été renouvelé, les productions augmentées en quantité et améliorées en qualité, les échanges se sont développés.

Le niveau de vie moyen de la population a été notablement relevé. En effet, le revenu national s'est accru en six ans - de 1947 à 1953 - de 41,5 pour 100,
/...

tandis que le nombre des habitants n'a augmenté que de 15 pour 100 en neuf ans - entre 1946 et 1955. Les revenus de toutes sources, exprimés en millions de francs CFA^{2/} 1953, monnaie constante, ont passé de 50.470 en 1947 à 71.330 en 1953. Les revenus issus de produits vivriers agricoles et d'élevage destinés à la consommation locale s'élevaient à 21.090 millions de francs CFA 1953, monnaie constante, en 1947; ils s'élevaient à 28.040 millions en 1953.

Les échanges extérieurs (importations, exportations) ont connu une évolution favorable accusant :

- Une augmentation très importante des importations des biens de consommation qui traduit une amélioration sensible du pouvoir d'achat;
- Un accroissement parallèle des importations des biens d'équipement, avec cependant un ralentissement en 1953-1954, période qui correspond à l'achèvement du premier plan quadriennal et au démarrage du second. L'année 1955 a marqué une nette reprise qui s'est encore accentuée en 1956;
- Une augmentation générale et très importante des tonnages à l'exportation.

Le secteur industriel s'est également développé. Des industries se sont installées le plus souvent en vue du traitement des produits locaux. Il s'agit en général d'entreprises de petites ou moyennes dimensions, mais dont l'activité concourt à diversifier l'économie de la Fédération.

L'instrument du développement économique et social est, depuis sa création en 1946, le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES). Le premier plan a couvert la période 1947 à 1953; près de 20 milliards de francs CFA ont été consacrés pendant cette période principalement à un programme de travaux d'infrastructure.

Un deuxième plan dont l'exécution se poursuivra jusqu'en 1958 a été établi sur de nouvelles bases. L'objet principal consiste désormais à intensifier l'aide apportée à la production assurée de conditions d'évacuation satisfaisantes. Les activités productrices ne sont pas orientées seulement vers l'exportation, mais pour une large part vers la consommation intérieure de façon à améliorer en même temps que le volume global des revenus des territoires le niveau de vie moyen des masses rurales.

Cet effort porte en principe sur l'agriculture, l'élevage, la pisciculture. Une politique de modernisation du milieu rural a été élaborée progressivement,

^{2/} Le franc CFA vaut 2 francs français; 100 francs CFA valaient 0,5714 dollar des Etats-Unis de 1949 à 1957. /...

comportant une concentration des moyens sur les institutions existantes du paysannat. Entreprises en 1953, ces opérations, qui s'étendaient dès 1955 à une trentaine de cellules du paysannat groupant plus de 40.000 personnes, se sont développées en 1956 grâce, notamment, à des regroupements de villages.

Au 31 décembre 1956, sans compter les investissements du premier plan dans ce domaine, plus de 5.400 millions de francs CFA provenant du FIDES, auxquels il faut ajouter les crédits du budget général et des budgets locaux, avaient été consacrés à la réalisation de cette oeuvre.

C'est aussi durant les dernières années que s'est intensifiée la prospection des richesses du sous-sol et qu'ont été acquis des résultats de nature à modifier la structure des productions de la Fédération^{3/}, notamment par la découverte de gisements considérables de manganèse, de fer et de pétrole, dont les derniers ont déjà été mis en exploitation.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Réorganisés en 1953, les services de l'agriculture comprennent notamment : un organisme central, l'inspection générale de l'agriculture, dont dépendent les services spécialisés et les stations de recherches fédérales; les services territoriaux de l'agriculture auxquels sont attachées des stations de recherches territoriales, des organismes d'enseignement et de vulgarisation agricole et d'amélioration rurale. Depuis l'application de la loi-cadre de juin 1956, les services territoriaux sont placés dans chacun des territoires sous l'autorité d'un ministre de l'agriculture.

Parmi les services spécialisés créés en 1953, on note sur le plan central le Bureau des sols et le Comité de coordination de la recherche agronomique. En outre, certains instituts de recherches spécialisés dans le coton et les textiles exotiques, les huiles et oléagineux, les fruits et agrumes coloniaux, entretiennent des stations dont l'activité est liée à celle des services de l'agriculture. Parmi les services spécialisés organisés dans le cadre des services territoriaux, on note au Tchad la section de lutte antiacridienne, des stations expérimentales de culture du riz, du sorgho, de l'arachide et du coton;

^{3/} Le terme Fédération est utilisé pour désigner le groupe des quatre territoires d'AEF.

dans l'Oubangui-Chari et au Gabon des stations de recherches sur le café, le manioc, le palmier à huile et le coton.

Il est apparu en 1946 que la production exportable comme la production vivrière pourrait être considérablement accrue notamment en matière de coton, d'oléagineux (palmistes, huile de palme, arachides) et de riz. A ces fins, on a mis en place un encadrement et un soutien technique destinés à promouvoir l'accroissement de ces productions-clés et en même temps l'élévation sociale de la masse rurale. Un grand nombre de stations de recherche ont été créées.

Ont également concouru au développement de la production agricole, l'extension de la culture mécanique, celle de l'enseignement agricole, notamment par la création d'une école territoriale d'agriculture au Tchad en 1948, et enfin les initiatives prises en matière d'hydraulique agricole, comme par exemple l'aménagement de la vallée du Logoné depuis 1952.

Enfin, dans le but de protéger le producteur contre les fluctuations des cours des produits, il a été décidé, depuis 1954, de régulariser les prix en constituant des réserves en période de hauts cours. Ainsi, il a été créé, en application d'un décret du 14 octobre 1954, une caisse de compensation pour le café, une autre pour le cacao et une enfin pour le coton, cette dernière prenant la succession de l'ancienne caisse de soutien du coton. Ces caisses sont gérées par un comité composé par tiers des représentants des intérêts généraux, des producteurs et des exportateurs, et elles sont alimentées, entre autres, par des contributions d'origine budgétaire, des ristournes sur droits de sortie, de prêts ou d'avances et des revenus des opérations qu'elles peuvent éventuellement être amenées à faire sur le marché.

/...

Principaux produits agricoles

	<u>Surface</u> (1.000 hectares)		<u>Production</u> (1.000 tonnes)		
	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Cultures vivrières :					
Blé	2	...	1	2	...
Riz	19	26	4	8	29
Mil et sorgho	1.560	1.100	537	836	700
Maïs	38	39	22	19	26
Manioc	155	364	518	1.240	1.684
Patates	25	...	43	190	...
Ignames	20	...	...	60	...
Cultures industrielles :					
Coton graine	290	368	54	87	111
Sisal	4	5	...	1	2
Arachides	168	229	51	94	179
Café	10	19	3	3	5
Cacao	8	9	...	3	3
Palmier à huile					
Palmistes	-	-	9	9	10
Huile de palme	-	-	6	...	24
Bananiers	60	...	539	620	...

Elevage

Presque tous les territoires possèdent un service d'élevage autonome. L'une de leurs principales activités est la lutte contre les épizooties par la protection de vaccins et sérums et des campagnes d'immunisation. Une des plus meurtrières de ces épizooties est la peste bovine qui a décimé 22.000 têtes en 1951. Actuellement un quart du cheptel bovin est immunisé préventivement chaque année. En ce qui concerne la trypanosomiase, malgré des campagnes de prévention intensifiées chaque année, une recrudescence de la maladie a fait périr en 1954 près de 28.000 têtes de bovins, dont les deux tiers en Oubangui, et 500 chameaux.

En vue de promouvoir la production de viande, on a construit à Bangui, à Brazzaville et Libreville, des abattoirs frigorifiques et institué le transfert des viandes par avion, surtout entre le territoire producteur principal, le Tchad, et les centres consommateurs : en 1948, 60 tonnes furent ainsi expédiées; en 1950, 300 tonnes; en 1952, 2.000 tonnes; en 1954, presque 3.000 tonnes.

/...

L'élevage a donné une impulsion à l'économie du Tchad, a amélioré le niveau de vie des éleveurs en valorisant leur cheptel et a contribué à l'alimentation carnée des populations équatoriales.

Statistiques du cheptel
(milliers de têtes)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Bovins	1.605	1.776	1.661
Ovins	1.227	1.472	1.283
Chevaux	43	71	72
Chameaux	87	160	129
Anes	...	111	...
Porcs	...	11	14

Les estimations du service d'élevage atteignent des chiffres beaucoup plus élevés que ceux du recensement administratif qui figurent dans ce tableau. En 1953 le nombre des bovins était estimé à 4.353.000 têtes.

FORETS

L'exploitation forestière, qui au cours de l'année 1948 tendait à reprendre le rythme d'avant guerre, a augmenté la cadence de ses exportations régulièrement dans les années suivantes. Elle touche principalement une seule essence de valeur, l'okoumé au Gabon. Depuis 1950, des travaux intensifs de protection des sols et d'amélioration de jeunes peuplements d'okoumé ont largement contribué à préserver cette essence. D'autre part, on a entrepris des travaux de reboisement au Moyen-Congo, en Oubangui-Chari et au Tchad, pour assurer les besoins en bois de service.

De la superficie totale, évaluée à une centaine de millions d'hectares, une petite partie seulement - un à deux millions d'hectares - comporte le domaine classé et assimilé dont la "protection" est un des objectifs principaux du service forestier.

Il est impossible d'évaluer avec précision les superficies forestières réellement exploitées. En effet, les autochtones jouissent du "droit d'usage" sur les forêts dans lesquelles ils peuvent exploiter, sans contrôle pour leurs besoins personnels, les bois dont ils ont besoin. De plus, de nombreux "permis spéciaux" sont délivrés pour la coupe d'un nombre limité d'arbres, sans définition

/...

de surface. Ainsi, les statistiques d'exploitation ne contiennent que le résultat des abattages faits sur les permis forestiers dont le nombre s'est accru continuellement. Le volume de cette production est passé d'environ 350.000 mètres cubes de bois d'oeuvre, comportant en majeure partie des grumes d'okoumé, en 1948, à plus d'un million de mètres cubes en 1953, pour atteindre 1.842.514 mètres cubes en 1956. Les exportations de grumes ont progressé de 267.551 mètres cubes en 1948, à 672.621 mètres cubes en 1953 et à 974.419 mètres cubes en 1956.

Depuis 1948, une industrie de transformation s'est progressivement développée, comportant des usines de sciage et de contreplaqué, dont la plus importante, installée à Port-Gentil au Gabon, à une capacité de 30 à 50.000 mètres cubes de panneaux de contreplaqué. En 1956, la production s'est élevée à 81.220 mètres cubes de sciages et à 51.800 mètres cubes de placages et contreplaqués.

PECHE

Depuis 1946 les services intéressés ont poursuivi un double but : dans le domaine social, améliorer la qualité de la nourriture de la population locale par la pisciculture familiale; dans le domaine économique, augmenter la production et faciliter la commercialisation des produits de la pêche en eau douce. Les efforts ont porté d'une part sur les recherches, d'autre part sur la vulgarisation. La plupart des réalisations ont été effectuées au titre d'un programme du FIDES. Un centre de recherches de la pêche a été installé à Fort-Lamy en 1954.

La pêche en eau douce, essentiellement artisanale, est pratiquée par des pêcheurs en pirogue. La pêche industrielle en chalutier contribue à l'approvisionnement du marché local dans les ports du Gabon et de Pointe-Noire. Les entreprises ont été développées et se sont orientées vers l'industrie de la conserve. Elles ont utilisé des installations frigorifiques et des wagons isothermes permettant ainsi le transport et l'écoulement sur les marchés de l'intérieur. En 1953 la pêche à la baleine, pratiquée sur les côtes du Gabon, a été suspendue pour permettre la reconstitution du troupeau. Pendant la dernière période de chasse (1949 à 1952), le nombre total des captures a été de 4.206, avec une production totale de 29.718 tonnes d'huile et de 3.763 tonnes de farine-viande. La pêche aux requins, pratiquée avec succès depuis 1950, donne

/...

une production d'huile moyenne de 40 tonnes par an, ce qui place l'Afrique-Equatoriale française au premier rang des producteurs européens et africains d'huile de foie de poisson vitaminée.

Depuis 1950, après une période d'essais et d'études des réalisations effectuées dans d'autres territoires africains, les services ont lancé un programme de pisciculture. Un personnel européen et africain spécialisé a été formé et installé dans une station centrale à proximité de Brazzaville et une autre station centrale à proximité de Bangui. Les efforts ont porté en milieu africain proprement dit. Grâce à un effort continu de vulgarisation, il existait à la fin de 1956 environ 11.900 étangs en Oubangui-Chari, 5.000 au Moyen-Congo et une centaine au Gabon. On espère que la pisciculture contribuera à fixer les villages et à fournir aux populations un supplément de protéine animale.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

La Direction des mines et de la géologie a été réorganisée en 1951 en vue d'une nette augmentation de l'activité minière escomptée dans un avenir prochain. La Direction dispose d'un personnel comportant une centaine de spécialistes, ingénieurs, géologues, chimistes, cartographes, dessinateurs, tous dirigés par un ingénieur des mines. Grâce aux opérations du plan FIDES, elle a été pourvue d'installations modernes, bâtiments et matériel, répondant aux besoins de l'industrie minière et permettant d'effectuer la reconnaissance géologique et minière avec la plus grande efficacité possible. En 1952, un nouveau laboratoire central d'analyse et de recherches a commencé à fonctionner, et depuis 1953, un laboratoire de minéralogie a été créé et le laboratoire d'essais des matériaux et des sols a été agrandi en vue de fournir aux entreprises minières privées et publiques une aide de plus en plus effective. D'autre part, des résultats significatifs ont été obtenus dans le levé de la carte géologique.

Dans le domaine de l'exploitation minière proprement dite, l'année 1956 a vu l'aboutissement des efforts poursuivis pour la mise en valeur des ressources du sous-sol. Les premiers résultats concernent le pétrole, le manganèse et le fer.

/...

Un premier gisement exploitable de pétrole a été découvert près de Port-Gentil et mis en exploitation dès 1957 par la Société des pétroles de l'Afrique-Equatoriale française (SPAEF). La production annuelle de ce gisement et d'un second reconnu à Pointe-Clairette est estimée à près de 300.000 tonnes. La valeur à l'exportation du pétrole en 1957 a atteint près de 500 millions de francs CFA, chiffre à comparer avec la valeur globale de la production minière en 1947, qui n'était que de 325 millions de francs CFA.

En ce qui concerne le manganèse, une concession a été accordée en 1956 à une société minière à participation française et étrangère qui compte passer en 1960 à l'exploitation effective de la mine de Moanda près de Franceville, avec une production annuelle initiale de 500.000 tonnes de minerai. Les réserves de ce gisement sont de l'ordre de 150 millions de tonnes.

Un syndicat formé en 1955 entre le Bureau minier de la France d'outre-mer et une société minière et métallurgique étrangère a continué la prospection du fer, un seul gisement ferrugineux découvert étant estimé à 150 millions de tonnes. Les possibilités restent liées à la mise au point d'un procédé d'enrichissement économique.

Des perspectives plus lointaines s'ouvrent en relation avec le projet formé dès 1954 de créer un complexe industriel autour d'un barrage à construire sur le Kouilou dans le Moyen-Congo.

Quant aux exploitations existantes, la production d'or est réduite en 1957 à près du dixième de ce qu'elle était en 1947. La production de diamants a retrouvé le niveau de 1947 après être passée par une phase plus active. Il en est de même du plomb.

	<u>Production minière</u>		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Diamants bruts (milliers de carats métriques)	107,1	140,1	109,5
Or (kilogrammes)	2.182,6	396,3	230,3
Plomb (tonnes)	5.190,0	8.193,0	3.481,0
Wolfram (tonnes)	...	-	13,0
Pétrole brut (mètres cubes)	-	-	198.101,0

/...

ENERGIE

Des crédits importants ont été affectés à l'équipement hydro-électrique dans un but d'industrialisation, ce qui a permis, en même temps, le développement de la consommation domestique. Le nombre de centrales thermiques a été augmenté et les lignes de transport de force se sont multipliées.

Ces réalisations ont été essentiellement l'oeuvre de deux sociétés d'économie mixte : Société d'énergie électrique de l'Afrique-Equatoriale française, créée en 1949, exploitant les centrales hydro-électriques du Djoué (Brazzaville) et de Boali (Bangui) ainsi que l'ex-régie de Fort-Lamy; Société d'énergie de Port-Gentil, créée en 1950. D'autre part, des sociétés privées sont demeurées concessionnaires pour la production et la distribution d'énergie à Brazzaville, Pointe-Noire, Bangui et Libreville.

Des crédits s'élevant à 5.209 millions de francs CFA sur le premier plan FIDES ont financé l'équipement électrique. En 1947, la puissance installée atteignait à peine 1.200 kW et Brazzaville était alimenté par le Congo belge. En 1956, la puissance installée a atteint 34.000 kW et la centrale hydro-électrique du Djoué a fourni pendant quelques années à Léopoldville (Congo belge) plusieurs millions de kWh par an.

Production d'énergie

	<u>1950</u>	<u>1953</u>	<u>1956^{a/}</u>
Puissance installée totale (milliers de kW)	4,1	26,1	34,0
dont hydro-électrique	-	13,8	18,6
Production (millions de kWh)	9,4	20,0	32,8

a/ Chiffres provisoires.

INDUSTRIE

Les études entreprises par la puissance publique dans le cadre du plan FIDES en vue de l'industrialisation ont concerné essentiellement l'implantation d'une cimenterie dans le Moyen-Congo et la prospection pétrolière au Gabon. Quant à l'industrie privée, son activité s'est exercée depuis 1947 dans des domaines variés : industries à base de produits agricoles, animaux ou forestiers, petites industries de consommation, industries des transports.

/...

L'industrie de l'égrenage du coton a beaucoup augmenté son équipement : en 1947, 34 usines produisaient 21.064 tonnes de coton-fibre; en 1953 et en 1956, 43 usines ont produit respectivement 26.160 et 35.651 tonnes de coton-fibre.

Dans les autres branches agricoles, sauf l'industrie du bois (voir Forêts), il s'agit en général d'entreprises de petites ou moyennes dimensions, mais dont l'activité concourt à diversifier l'économie de la Fédération. Il existait, fin 1954, cinq huileries d'arachides, 17 huileries de palme, quatre huileries de sésame, trois huileries de coton et 18 savonneries. La capacité de traitement des matières premières était en moyenne, par usine, 1.000 tonnes pour l'arachide et 10.000 tonnes pour le fruit du palmier.

D'autre part, on compte une féculerie, des brasseries, des installations frigorifiques, des fabriques de conserves et de jus de fruits, des tanneries et fabriques de chaussures, dont celle de Brazzaville produit 35.000 paires de chaussures de cuir par an. Enfin, il existe une petite fonderie électrique à Brazzaville, des ateliers mécaniques pour la réparation du matériel des flottilles fluviales, des ateliers portuaires. Une usine textile fonctionne depuis 1952.

Production industrielle

	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Huile d'arachide (tonnes)	670	1.766
Huile de palme (tonnes)	4.580	5.900
Savons (tonnes)	2.022	4.628
Riz (tonnes)	5.000	5.000 ^{a/}
Eau gazeuse, limon, jus de fruits (bouteilles)	1 million	... ^{a/}
Bière (hectolitres)	10.085	23.000 ^{a/}
Coton-fibre (tonnes)	26.160	35.651
Sisal (tonnes)	749	2.000
Fibres jutières (tonnes)	1.062	...
Tissus, fil de coton (tonnes)	120	740
Briques (tonnes)	...	13.500 ^{a/}
Caoutchouc crêpe (tonnes)	...	200

a/ Production de l'année 1955.

/...

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Routes

Le programme routier poursuivi depuis 1946 avait pour objectifs : l'aménagement des principales voies de desserte en vue de porter les convois lourds; l'amélioration des routes secondaires, l'ouverture de routes de collecte dans les régions productrices; l'organisation et l'équipement des services d'entretien routier.

La longueur totale du réseau routier est passée de 38.067 km en 1950 à 60.105 km en 1955. Pendant cette même période, la longueur des routes fédérales s'est accrue de près de 1.200 km et celle des routes territoriales classées de plus de 4.200 km.

Au 31 décembre 1956, il existait 219 km de chaussées bitumées ou bétonnées et 2.464 km de routes en terre améliorées, utilisables toute l'année, alors qu'en 1948 aucun itinéraire n'était praticable en toute saison par les convois lourds. Des ponts définitifs ont remplacé une partie des bacs qui coupaient la plupart des routes. Le nombre des véhicules automobiles en circulation, estimé à 3.200, dont 2.175 poids lourds, en 1947, est passé à 13.538, dont 1.917 véhicules industriels en 1952 et à 22.163, dont 12.377 camions en 1956.

Chemins de fer

Le chemin de fer Congo-Océan, reliant la capitale Brazzaville à Pointe-Noire, port d'évacuation, comporte 510 km de voie. Depuis 1947, le réseau a été modernisé, le matériel moteur diésélisé et le matériel roulant fortement renforcé.

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Nombre de voyageurs (milliers)	225	1.235	879
Voyageurs-kilomètres (millions)	25	43	60 ^{a/}
Marchandises (1.000 tonnes)	234	372	572 ^{a/}
Tonnes-kilomètres (millions)	62	96	145 ^{a/}

a/ Petite vitesse seulement.

/...

La concurrence des transports routiers et la diminution des passagers sur les trains ouvriers de Pointe-Noire ont provoqué un abaissement très sensible du nombre de voyageurs depuis 1952. Le trafic marchandises a par contre augmenté grâce au développement des exploitations forestières le long de la ligne et au transport du cuivre du Congo belge. Les recettes totales (voyageurs et marchandises) ont passé de 135 millions de francs CFA en 1947 à 677 millions en 1953 et 904 millions en 1957.

Transports aériens

Dans le cadre de la réalisation des programmes FIDES, la Fédération a été dotée d'une infrastructure suffisante pour faire face aux exigences du trafic aérien. Actuellement, plus de 30 localités sont régulièrement desservies au moins une fois par semaine; les aérodromes les plus fréquentés (Brazzaville, Fort-Lamy, Libreville, Bangui, Pointe-Noire, Port-Gentil et Fort-Archambault) ont vu arriver ou partir, en 1952, 75.000 passagers (compte non tenu des passagers en transit), 102.000 en 1954 et 120.000 en 1955. En 1955, plus de 3.000 tonnes de viande ont été expédiées par avion.

Navigation fluviale

Le trafic fluvial est surtout actif sur le Congo et l'Oubangui entre Brazzaville et Bangui. Le tonnage total manutentionné dans le port fluvial de Brazzaville a été de 92.861 tonnes en 1947, de 143.200 tonnes en 1953 et de 201.400 tonnes en 1957.

Navigation maritime

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Nombre de navires entrés	423	1.345	1.778
Jauge brute des navires entrés (milliers de tonneaux)	1.573	5.670	7.490
Marchandises (milliers de tonnes)			
débarquées	118	235	358
embarquées	207	443	1.014

Au cours des années 1951 à 1955, la moyenne annuelle du tonnage débarqué a été de 177.000 tonnes à Pointe-Noire, 42.000 tonnes à Port-Gentil et 34.000 tonnes à Libreville. Pendant la même période, le trafic d'importation par Pointe-Noire a diminué de 20 pour 100, alors que celui par Port-Gentil a augmenté de 25 pour 100.

/...

D'autre part, le trafic d'exportation par Pointe-Noire a presque triplé durant cette période, tandis que le trafic d'exportation de Libreville et Port-Gentil a doublé grâce à l'essor des ventes de bois du Gabon qui constituent la presque totalité de leur trafic d'embarquement.

Communications

Dans le cadre du plan, d'importants travaux de construction ont été réalisés comprenant entre autres : cinq grands hôtels de poste et cinq autres bâtiments destinés à l'usage exclusif des services radio-électriques; la construction de réseaux télégraphiques et téléphoniques aéro-souterrains et l'équipement en matériel moderne des réseaux urbains. A Brazzaville un central automatique a été installé. Le réseau radio, qui en 1947 comptait 35 stations de TSF, en compte actuellement 94.

FINANCES PUBLIQUES

Chacun des quatre territoires est pourvu d'un budget local comportant des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'équipement. A l'échelon du groupe de territoires un budget général est constitué de la même manière. Par ailleurs, les collectivités publiques que sont les communes possèdent chacune leur budget.

Depuis la création des Assemblées territoriales et du Grand Conseil en 1946, les budgets sont préparés et présentés par le chef de territoire ou le Haut Commissaire respectivement, discutés et arrêtés par les Assemblées correspondantes et rendus exécutoires par arrêté. Ce régime a été modifié à la suite de l'application de la loi-cadre de juin 1956. Les projets de budget de chaque territoire sont dorénavant arrêtés en conseil de gouvernement et présentés par le Ministre des finances à l'Assemblée territoriale qui l'examine et le vote.

Le budget général bénéficie d'une partie des droits à l'exportation, de la totalité des droits à l'importation et d'une partie des recettes de l'enregistrement, du domaine et du timbre.

Les budgets locaux perçoivent la totalité des impôts perçus sur rôles, 75 pour 100 des droits de sortie, 85 pour 100 des droits de l'enregistrement, du domaine et du timbre. Ils reçoivent également des subventions du budget général.

/...

Depuis le 1er janvier 1948, le budget de la métropole a pris en charge certaines dépenses d'administration générale, en particulier les traitements des fonctionnaires du cadre métropolitain (gouverneurs, secrétaires généraux, magistrats, administrateurs de la France d'outre-mer) ainsi que les dépenses militaires et de gendarmerie. Pour l'année 1953, les dépenses ainsi assumées par la métropole se sont élevées à 1.681 millions de francs métropolitains contre 1.481 millions en 1952.

Ensemble du budget général et des budgets locaux
(prévisions)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
	(en millions de francs CFA)		
Recettes			
Ordinaires ou de fonctionnement	1.103	10.554	9.418
dont recettes fiscales	(1.069) ^{a/}	(7.502) ^{b/}	(7.548)
Extraordinaires ou d'équipement	399	2.961	2.203
dont avance de la CCFOM pour			
contribution du territoire au FIDES	-	(2.500)	(2.000)
Total général net^{c/} des recettes	...	11.285	11.327
Dépenses			
Ordinaires ou de fonctionnement	1.103	10.556	9.370
Extraordinaires ou d'équipement			
et d'investissement	399	2.961	2.199
dont contribution au FIDES	-	(2.500)	(2.013)
Total général net^{c/} des dépenses	...	11.515	11.427

a/ Dont 394 millions en impôts directs.

b/ Dont 2.264 millions en impôts directs.

c/ Après déduction de certaines inscriptions d'ordre.

Financement du développement

Les sommes mises en oeuvre en Afrique-Equatoriale française, dans le cadre du FIDES, depuis l'origine 1947 jusqu'au 31 décembre 1956, se répartissent entre le premier plan de développement 1947 à 1953 et le deuxième plan commencé en 1953.

Le premier plan a comporté des dépenses totales s'élevant pour la section locale à 20.001 millions de francs CFA. Les dépenses correspondantes pour le deuxième plan se sont élevées au 31 décembre 1956 à 15.443 millions de francs CFA. A ces sommes s'ajoutent pour les deux plans 2.215 millions de dépenses au titre de la section générale portant ainsi le total des dépenses faites de 1947 jusqu'au 31 décembre 1956 à 37.659 millions de francs CFA.

La comparaison, pour les deux plans, de la répartition des crédits entre grandes catégories de dépenses fait apparaître une forte diminution des dépenses d'infrastructure accompagnée du doublement des dépenses relatives à l'accroissement de la production marquant ainsi le changement des objectifs principaux d'un plan à l'autre.

	<u>Premier plan</u> (1947 à 1953)	<u>Deuxième plan</u> (au 31 déc. 1956)
Production	15 pour 100	31 pour 100
Infrastructure	68 pour 100	45 pour 100
Dépenses sociales	17 pour 100	24 pour 100

Les dotations de la section générale ont toujours été entièrement supportées par la métropole.

Les dépenses sur la section locale du premier plan étaient réparties de la façon suivante : 55 pour 100 à la charge de la métropole, 45 à la charge de la Fédération. Pour le deuxième plan, cette répartition était : 75 pour 100 et 25 pour 100 respectivement pendant les années 1954 et 1955. Depuis le 1er janvier 1956, les sections communes et territoriales (anciennement sections locales) sont à la charge de la métropole, à l'exception du chapitre "Infrastructure" pour lequel la Fédération participe à raison de 25 pour 100.

/...

Les crédits d'investissements accordés sur fonds publics par divers organismes, y compris la Caisse centrale de la France d'outre-mer, se sont élevés à 9 milliards de francs CFA en 1950 et 1951, à 10 milliards en 1952. En 1953, le volume des investissements est tombé à 8.340 millions de francs, à la suite des réductions des dépenses d'équipement sur les budgets général et locaux et de la diminution des avances de la Caisse centrale aux communes qui avaient exécuté avant 1953 la majeure partie de leurs programmes de travaux de voirie.

BANQUES ET CREDIT

Le privilège de l'émission, exercé antérieurement par la Caisse centrale de la France d'outre-mer, a été transféré à l'Institut d'émission de l'Afrique-Equatoriale française et du Cameroun, établissement public national créé en 1955.

Le réseau bancaire comprend six banques commerciales. Le volume des crédits consentis par ces banques à l'économie locale s'est élevé à 4 milliards de francs CFA en 1949, 9,5 milliards en 1953 et 11,8 milliards en 1956.

En 1956, la Caisse centrale de la France d'outre-mer a consenti des crédits s'élevant à 1,7 milliard de francs CFA en faveur des entreprises privées et à 4 milliards en faveur des sociétés d'économie mixte ou d'Etat. Le Crédit de l'Afrique-Equatoriale française, société d'Etat constituée en 1949, a accordé la même année des crédits pour 549 millions. Quant à l'Institut d'émission de l'Afrique-Equatoriale française et du Cameroun, ses crédits à l'économie de l'Afrique-Equatoriale française ont atteint 4.620 millions au 31 décembre 1957.

COMMERCE INTERNATIONAL

Depuis 1947, les exportations ont quintuplé en tonnage, passant de 213.000 tonnes à 1.051.000 tonnes en 1957.

L'étude des courants commerciaux montre un accroissement léger mais constant des échanges avec la zone dollar et, d'autre part, une baisse constante des exportations vers la zone franc.

Le déficit de la balance commerciale est le phénomène marquant de l'économie de la Fédération. Ce déficit a atteint plus de 7 milliards de francs CFA en 1951 et 9,9 milliards en 1952. Après avoir été ramené à 3,8 milliards en 1954, il s'est de nouveau aggravé en 1955 (4,6 milliards) et en 1956 (6,3 milliards).

/...

Il est dû à l'effort onéreux d'équipement, à une plus large consommation par les Africains de produits d'importation et à l'accroissement de la population, alors que les exportations n'ont pas progressé à la même cadence. En outre, la Fédération a dû subir les effets répétés de la conjoncture périodiquement défavorable aux produits tropicaux : baisse du prix mondial du cacao et du coton; également baisse de la valeur moyenne du bois d'okoumé due à un accroissement du tonnage des qualités secondes.

Importations et exportations
(commence spécial)

	<u>Valeur</u> (en millions de francs CFA)		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Importations totales	2.806	14.800	26.118
Exportations totales	2.714	10.043	15.403

Importations par grands groupes d'utilisation
(valeurs en millions de francs CFA)

	<u>Pourcen- tages</u>		<u>Pourcen- tages</u>		<u>Pourcen- tages</u>	
Energie	138	4,9	1.333	9,0	1.490	5,7
Matières premières	214	7,6	2.242	15,1	4.569	17,5
Moyens d'équipement	562	20,1	3.639	24,6	8.947	34,3
Produits de consommation	1.892	67,4	7.586	51,3	11.112	42,5
dont pour						
l'alimentation	(530)	(18,9)	(3.511)	(23,7)	(4.601)	(17,6)

Principaux articles d'exportation

	<u>Valeur</u> (en millions de francs CFA)		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Coton égrené	1.008	3.562	4.398
Okoumé rond brut	437	2.183	3.850
Bois aggloméré, plaqué et contreplaqué	60	415	1.150
Diamants	253	411	424
Café vert	159	451	610
Pétrole brut	-	-	480

/...

Courants commerciaux
(pourcentages de la valeur totale)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Origine des importations			
France	54,0	57,6	60,8
Union française (autres pays)	8,2	6,3	5,4
Total zone franc	62,2	63,9	66,2
Zone sterling	9,4	6,0	7,4
(dont Grande-Bretagne)	(5,5)	(3,8)	(3,2)
Zone dollar	14,4	9,0	4,4
Zone autres devises	14,0	21,1	22,0
(dont Allemagne de l'Ouest)	-	(2,3)	(12,3)

Destination des exportations
(pourcentages de la valeur totale)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
France	74,1	66,6	60,1
Union française (autres pays)	6,7	7,4	6,3
Total zone franc	80,8	74,0	66,4
Zone sterling	11,0	9,0	4,3
(dont Grande-Bretagne)	(7,6)	(4,4)	(2,4)
Zone dollar	...	1,7	10,1
Zone autres devises	7,6	15,3	19,2
(dont Allemagne de l'Ouest)	-	(6,4)	(3,7)

CONDITIONS SOCIALES

Au nombre des problèmes sociaux importants figurent l'entassement des populations dans les banlieues des villes, la dislocation de la famille traditionnelle et la différence de degré d'évolution entre l'homme et la femme demeurée attachée à la coutume.

Pour améliorer cette situation, des efforts ont été faits en vue de freiner la désaffection du paysan à l'égard de sa terre en développant dans les milieux ruraux des réalisations institutionnelles et des avantages familiaux d'abord réservés aux milieux urbains.

A ces fins, l'oeuvre d'assistance matérielle et morale, d'activité institutionnelle et d'éducation sociale des services sociaux des territoires s'est poursuivie depuis quelques années en profondeur.

/.../

D'autre part, la législation s'est efforcée de pallier, tout en respectant les coutumes, l'obstacle à l'évolution sociale que constituent les institutions coutumières du mariage et de la dot. L'élévation des taux de la dot que doit payer l'Africain aux parents pour prendre femme favorise la polygamie abusive des plus riches, condamne les plus pauvres au célibat, entraîne la licence des moeurs et la dénatalité. En même temps, elle fait obstacle à la promotion sociale de la femme. Un décret du 14 septembre 1951 tend à supprimer les abus en permettant aux femmes majeures de se marier librement "sans que quiconque puisse prétendre en retirer un avantage matériel" et en protégeant la liberté matrimoniale des filles mineures si le défaut de consentement des parents est provoqué par des exigences excessives de leur part.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

La politique du travail d'après guerre a été dominée par le principe de la non-discrimination raciale posé dans l'article 81 de la Constitution du 26 octobre 1946. Les objectifs de cette politique ont été précisés par les dispositions détaillées du Code du travail pour les territoires d'outre-mer, promulgué en Afrique-Equatoriale française en date du 5 janvier 1953 (voir le résumé des renseignements relatifs à l'Afrique-Occidentale française).

Les principaux progrès dus aux mesures prises en application du Code du travail depuis 1953 se manifestent dans les matières suivantes :

La durée du travail a fait l'objet d'une nouvelle réglementation instituant la semaine de 40 heures. La mise en application du Code a suscité la création de nombreux syndicats qui se groupent et dont la structure est en évolution constante.

Des tribunaux du travail avec composition paritaire tranchent les différends individuels du travail et des commissions consultatives du travail interviennent dans le règlement des différends collectifs.

Des mesures d'hygiène et de sécurité des travailleurs ont été réglementées en détail (voir Sécurité et assistance sociales).

Des offices de main-d'oeuvre ont été installés en 1953 dans chaque territoire et pourvus de conseils d'administration dans lesquels les employeurs et les travailleurs sont représentés d'une façon paritaire. Ils ont reçu 6.478 demandes de placement en 1956 (contre 1.212 en 1953), et ils en ont satisfait 2.150 (contre 412 en 1953). Leurs services sont gratuits et leur champ d'action s'étend à tous

/...

les aspects de l'emploi : placement, recrutement, sélection et orientation professionnelle, documentation sur les mouvements de main-d'oeuvre et du marché du travail.

Situation de l'emploi

Pour l'année 1956, l'effectif des salariés européens et africains a été chiffré à 136.045, contre 152.397 en 1953 et 108.665 en 1947.

La main-d'oeuvre non spécialisée ne fait pas défaut. Elle est surtout concentrée dans les centres urbains et répugne à s'employer hors de la ville. En 1956, le coefficient d'emplois salariés était de 6,8 pour 100 par rapport à la population totale au Moyen-Congo et de 1,25 pour 100 au Tchad. Les chiffres correspondants pour les deux centres de Brazzaville et de Pointe-Noire étaient, dans la même année, de 17,3 et de 28,2 pour 100 respectivement.

Salaires

En 1956, les salaires journaliers moyens des ouvriers, répartis en cinq catégories selon leurs qualifications, varient suivant la zone des salaires de 65 à 140 francs pour les manoeuvres, de 110 à 150 francs pour les manoeuvres spécialisés, de 150 à 250 francs pour les ouvriers spécialisés, de 250 à 400 francs pour les ouvriers qualifiés et de 350 à 500 pour les ouvriers hautement qualifiés. En 1950, les taux journaliers des salaires minimums et de base variaient, pour les cinq catégories correspondantes, de 38 à 76; 50 à 86; 65 à 158; 155 à 268 et 254 à 308 francs CFA.

Salaire minimum journalier du manoeuvre non spécialisé (en francs CFA)

	<u>1947^{a/}</u>	<u>1953</u>	<u>1956^{b/}</u>
Dans les principaux centres			
Brazzaville	20	120	120
Pointe-Noire	18	109	110
Libreville	13	100	115
Bangui	15	70	83
Fort-Lamy	14	56	70

a/ Ration comprise.

b/ Régime de 40 heures par semaine.

Organisations professionnelles

En 1947, le nombre des syndicats ouvriers était de 13 pour le secteur privé et de 15 dans le secteur public; en 1953, le nombre total était de 81 et en 1956 de 242.

Les syndicats ne sont pas tenus à communiquer à l'Administration des renseignements concernant leurs effectifs. Pour s'organiser, ils sont soumis à une simple procédure de déclaration et non d'autorisation.

/...

Formation et orientation professionnelle

En vue de former un nombre suffisant d'ouvriers qualifiés dans les principales branches d'activité, des centres de formation professionnelle rapide fonctionnent à Bangui (depuis 1949) et à Brazzaville (depuis 1950). Deux autres centres sont en cours d'installation au Tchad et au Gabon. Au terme de sept années d'expérience, au cours desquelles plus de 500 jeunes ouvriers ont été formés puis intégrés, on constate que ce type de formation a atteint les objectifs qui lui étaient impartis.

COOPERATIVES

Jusqu'ici, la population rurale africaine a été encadrée administrativement par les Sociétés indigènes de prévoyance (SIP) destinées à développer la production, à protéger la commercialisation des produits et à rendre des services coopératifs à la communauté africaine. Toutefois, leur gestion rigide - ils sont sous le contrôle absolu du chef de district - ayant été souvent la cause d'inefficacité, ces organismes ont été modernisés en 1954, en vue de fixer exactement le cadre de leurs activités, tout en associant de plus en plus étroitement les sociétaires autochtones à la gestion des sociétés. Les principales mesures mises en oeuvre à cet effet ont été un élargissement des consultations organisées pour assurer la représentation des villages aux conseils d'administration et la création, à l'intérieur de certaines sociétés, de sections spécialisées, soit dans la production, soit dans le crédit, soit enfin dans le commerce, là où il n'existe pas d'activité commerciale privée.

Le mouvement coopératif proprement dit, lancé et régi par la loi du 20 septembre 1947, a été au début réduit à des initiatives isolées et limitées à une activité embryonnaire. Depuis 1951, ce mouvement a été efficacement encouragé par une aide financière (prêts du Crédit de l'Afrique-Equatoriale française); une aide technique (quatre spécialistes de la coopération conseillent les sociétés dans la création, la gestion et l'administration); par la création de coopératives pilotes (jardinage, coton, riz, hévéas, palmiers à huile).

En vue d'assurer le fonctionnement rationnel des sociétés coopératives, des mesures ont été prises, en 1952, pour renforcer le contrôle juridique et financier exercé sur leur création et leur fonctionnement. En même temps, une Commission fédérale des coopératives a été créée, chargée de l'étude générale de la coopération, du régime fiscal et légal, de l'aide aux organismes coopératifs, de l'éducation coopérative.

En 1954, il existait trente-quatre coopératives dans les quatre territoires, dont seize coopératives de consommation et neuf de production agricole.

/...

NIVEAU DE VIE

En vue d'établir la correction périodique du minimum vital sur la base duquel l'Administration fixe les "salaires minima interprofessionnels garantis", des enquêtes trimestrielles sont effectuées sur les marchés africains.

Suivant des enquêtes alimentaires, qualitatives et quantitatives, effectuées depuis 1955, l'alimentation des populations rurales, notamment au Moyen-Congo, est, dans l'ensemble, assez variée et équilibrée. Il n'existe aucune carence en protides animaux. Toutefois, on rencontre des carences en vitamines A et C. L'amélioration de cette situation est recherchée par l'encouragement des cultures susceptibles de remédier à ces carences.

Les enquêtes sur les budgets familiaux effectuées depuis 1945 ne concernent que la population non autochtone.

Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Brazzaville (pour un ménage européen ayant un enfant)

(1945 = 100)

	<u>1947</u> (moyenne)	<u>1953</u> (moyenne)	<u>1956</u> (moyenne)
Indice			
général	169	573	1.770
alimentation	170	517	1.642
domesticité	211	1.229	5.019
habillement	205	677	2.157

AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET HABITAT

Une solution du problème de l'habitat sous tous ses aspects, urbain et rural, public et privé, a été activement recherchée.

Les budgets ordinaires et extraordinaires, général et locaux, ont participé à la réalisation de construction de bâtiments ou logements administratifs et à l'amélioration de l'habitat des Africains, tant urbain que rural. Une autre intervention financière dans le développement de l'habitat urbain fut effectuée par la Société immobilière de l'Afrique-Equatoriale française, société d'économie mixte créée en 1949, gérée par un conseil d'administration comprenant à parité des représentants d'intérêts publics et des intérêts privés. Cette société

/...

fut chargée de préparer des projets d'aménagement des périmètres urbains désignés, d'y exécuter tous travaux de voirie, d'édilité, de construction et de gérer ou de vendre des immeubles; son capital initial de 20 millions de francs CFA est souscrit pour un quart par la Caisse centrale de la France d'outre-mer et pour le reste par des intérêts privés et par six municipalités intéressées. Parmi les réalisations de la Société, on compte la construction et la mise en service, en 1950, de soixante-trois pavillons pour Africains et dix-huit logements en immeubles collectifs à Brazzaville; en 1951/1952, de 212 logements pour Européens, 390 logements pour Africains et deux hôtels totalisant soixante-dix chambres. Au début de 1954, la Société a été réorganisée et depuis s'est attachée plus particulièrement à l'amélioration de l'habitat africain par la construction de logements économiques. Grâce à des prêts de longue durée à taux minime de la Caisse centrale de la France d'outre-mer s'élevant à 380 millions de francs CFA, de 1954 à 1957, elle a pu réaliser entre autres, 700 maisons à Brazzaville, 300 maisons à Pointe-Noire, soixante-dix maisons à Fort-Lamy. Employant le système location-vente, elle construit actuellement un logement en "dur" par jour environ. Elle a installé des succursales dans les capitales des quatre territoires, gérées par des comités locaux comprenant des représentants des usagers.

En outre, le Crédit de l'Afrique-Equatoriale française consent des prêts à tous les particuliers désireux de construire en matériaux durables. De 1950 à 1957, il a prêté environ 675 millions de francs CFA, surtout aux Africains pour des constructions et des améliorations.

SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALES

Sécurité sociale

La détermination des modalités de déclaration et d'enquête concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles a eu pour résultat une forte augmentation des déclarations et une amélioration des modes de réparation, assurant aux victimes des garanties comparables à celles prévalant dans la métropole. Le nombre d'accidents déclarés, qui était de cinquante-huit en 1949, est monté à 1.305 en 1953 et a atteint 2.475 en 1956.

/...

L'organisation et le fonctionnement de services médicaux dans les entreprises ont été réglementés en application du Code du travail, depuis 1954.

En 1956, un régime de prestations familiales a été établi au profit de tous les travailleurs salariés, couvrant près de 35.000 bénéficiaires réunissant plus de 72.000 enfants, c'est-à-dire entre 25 et 30 pour 100 du nombre total des salariés de l'Afrique-Equatoriale française. Les prestations comprennent des allocations pour enfants à charge, des allocations prénatales, des primes à la naissance et, pour les femmes salariées, le paiement de 50 pour 100 du salaire pendant le repos de maternité. Quatre caisses territoriales sont chargées de l'encaissement des cotisations des employeurs (entre 2,25 et 4,5 pour 100 des salaires) et de la répartition des prestations qui varient selon le territoire de 200 à 400 francs par mois et enfant.

Assistance sociale

L'action sociale revêt de multiples formes qui demandent la collaboration des institutions privées (missions, oeuvre du Berceau gabonais, Croix-Rouge, etc.) et des services de santé, du travail, de l'enseignement et des finances. En plus, il existait depuis 1947 un service central des affaires sociales chargé de la conduite et de la coordination de l'action publique et privée dans les domaines sociaux et culturels et plus particulièrement de l'assistance sociale. En 1951, il a été constitué dans chaque territoire un service social chargé des attributions du service central qui, lui-même, fut supprimé.

Tandis que l'action sociale a toujours été principalement orientée vers la protection de la maternité et de l'enfance, une place de plus en plus large est faite aux institutions consacrées à l'éducation de la femme africaine. Le développement des services sociaux ressort du tableau suivant :

	<u>1951</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Centres d'assistance sociale	10	12	18
Assistances sociales et auxiliaires			
européennes	15	19	22
Aides sociales et monitrices africaines	...	43	46
Centres d'enseignement ménager	...	8	10
Professeurs	7	...	...
Elèves	610	1.100	2.300
Budgets des oeuvres sociales et de			
l'assistance (milliers de francs CFA)	27.810	34.257	49.040
			/...

DEVELOPPEMENT DES COMMUNAUTES

En vue de parer aux nombreux inconvénients qui résultent de la trop grande dispersion des populations : difficultés économiques, sociales et scolaires - situation particulièrement grave parmi les populations forestières du Gabon et nomades du Nord-Tchad - l'Administration a procédé, depuis 1952, au regroupement des villages et à la création de centres cantonaux ruraux en fonction d'un système de vie rénové. Cette action a été entreprise sous le nom général de "paysannats", comportant des opérations de structure fort différente ayant néanmoins des buts communs : assurer une exploitation régénératrice ou conservatrice des sols et une stabilisation de la population; provoquer une augmentation du revenu individuel des planteurs; améliorer l'alimentation individuelle et rationaliser les efforts physiques par le rapprochement des terrains de cultures et des habitations. Ces "paysannats" tendent à l'établissement d'une structure économique solide, permettant l'installation d'écoles, de dispensaires, de marchés, etc. En même temps, ils donnent de la cohésion aux institutions de la collectivité.

En 1954, le paysannat au Gabon avait atteint près de 15.000 personnes regroupées dans un grand nombre de villages nouvellement créés. Cette politique de regroupement s'est activement poursuivie en 1955 et 1956, portant sur des groupements humains évalués à environ 65.000 personnes.

Au Moyen-Congo, le paysannat s'est attaché à stabiliser les populations dans les régions aux sols riches permettant la réalisation des plantations de palmiers, de café, de cacao et de cultures fruitières. En 1956, il y exerçait son action sur environ 18.000 personnes.

D'autre part, huit paysannats étaient, en 1956, en voie d'organisation dans l'Oubangui-Chari, intéressant près de 32.000 personnes. Café, coton et huile de palme forment la base de ces paysannats.

Au Tchad, les réalisations pratiques commencées en 1956 portent essentiellement sur le regroupement de la population pléthorique de l'est du territoire sur des terres inoccupées, leur permettant la culture attelée avec jachères rationnelles, à l'aide de l'introduction du gros bétail.

/...

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Avant 1946, l'organisation judiciaire comportait un système distinct de justice pénale indigène. Le décret du 30 avril 1946 a supprimé ce système de façon qu'il n'y a, au point de vue répressif, qu'une seule catégorie de justiciables.

Le régime pénitentiaire a subi d'importantes réformes et améliorations qui concernent notamment l'organisation des prisons, le travail des détenus et la rééducation des jeunes délinquants.

L'arrêté général du 18 août 1955 a codifié les différentes mesures relatives à l'administration pénitentiaire. Parmi les principales réformes, il convient de noter :

- L'institution, en 1952, d'un pécule sur le produit du travail, qui est obligatoire pour les condamnés et facultatif pour les prévenus.
- La création, en 1951, d'un centre de rééducation pour les jeunes délinquants acquittés comme ayant agi sans discernement. De 1951 à 1955, une centaine de mineurs ont été rééduqués dans ce centre.
- L'institution, en 1952, de juridictions spéciales et du régime de liberté surveillée pour les mineurs.

Statistiques de la criminalité

	<u>1948</u>	<u>1952</u>	<u>1956</u>
Nombre total des condamnations pour			
Contraventions	...	5.172	1.461
Délits	...	10.130	10.331
Crimes	102	214	281

SANTE PUBLIQUE

Le service de santé se compose d'un service d'assistance médicale et d'un service général mobile d'hygiène et de prophylaxie.

Depuis l'application de la loi-cadre de 1956, le service territorial de santé est placé sous la direction d'un ministre de la santé publique. Sur le plan du groupe, une direction générale a été maintenue.

/...

Le développement des services sanitaires s'est poursuivi depuis 1946. Les formations se sont multipliées et ont été améliorées. L'enseignement technique pour la formation du personnel a été poussé. La lutte contre les endémo-épidémies s'est intensifiée; la protection maternelle et infantile est entrée peu à peu dans les moeurs.

Les dépenses sur budget général et budgets locaux pour les services sanitaires sont passées de 267 millions de francs CFA en 1947 à 678 millions en 1953, pour atteindre 1.147 millions en 1956. L'aide métropolitaine en cette matière a permis d'entreprendre la réalisation d'un vaste programme de centralisation et d'équipement. Les crédits d'engagements ouverts à ces fins dans le cadre des plans FIDES se sont élevés au 31 décembre 1956 à 3.461 millions de francs CFA pour la section locale et à 58 millions pour la section générale.

Sur ces crédits, un nouvel hôpital général avec une capacité hospitalière de 750 lits a été construit à Brazzaville. Des bâtiments d'hospitalisation ont été construits à l'hôpital de Libreville (Gabon). L'hôpital Sicé à Pointe-Noire (Moyen-Congo) a été modernisé et agrandi; les travaux d'édification d'un hôpital moderne à Bangui (Oubangui-Chari) ont été lancés; la construction d'un hôpital moderne à Fort-Lamy (Tchad) a été activement préparée.

En outre, de nombreuses formations sanitaires ont été installées : le centre médical de Franceville, l'hôpital de Port-Gentil, la polyclinique de Pointe-Noire et la pharmacie d'approvisionnement de Bangui; en plus 17 dispensaires, 10 maternités, 14 blocs opératoires ont été construits ou réaménagés.

Le nouvel hôpital de Brazzaville a été aménagé pour servir comme hôpital d'instruction pour les élèves sages-femmes. Une école préparatoire au diplôme d'Etat d'infirmier a été ouverte en 1956. Des écoles d'infirmiers forment le personnel du cadre local.

Le personnel européen, infirmiers, assistants sanitaires, agents contractuels et infirmières, a augmenté dans des proportions importantes. Une progression analogue s'est manifestée chez le personnel africain.

/...

Le nombre des consultants traités dans les formations fixes et mobiles est passé de 1.484.000 avec 5 millions de consultations en 1947 à 2.900.000 consultants avec 8.800.000 consultations en 1956. Dans l'exercice de la médecine de prophylaxie, le nombre des personnes visitées s'est élevé en 1956 à 2.800.000, soit plus de la moitié de la population.

Le Service général mobile d'hygiène et de prophylaxie a, depuis 1947, étendu son action auprès des populations dans la lutte contre les grandes endémo-épidémies et les maladies sociales.

Ainsi, grâce aux prospections systématiques et à la lomidinisation préventive, la maladie du sommeil peut être considérée comme jugulée. Au cours de l'année 1957, on ne compte, en nombre rond, que 700 nouveaux malades dépistés, alors que la moyenne annuelle atteignait 5.000 en 1951 ou 1952.

Le traitement ambulatoire et le dépistage intensifié de la lèpre ont eu pour résultat que le nombre des lépreux connus en Afrique-Equatoriale française, qui se maintenait depuis de longues années autour de 30.000, s'est trouvé porté à fin 1957 à plus de 143.000. Sur ce nombre déjà près de 12.000 sont considérés comme blanchis ou guéris.

L'action contre le paludisme, qui en fait frappe tous les Africains à des degrés divers, repose essentiellement sur la destruction des anophèles et sur la protection des enfants par la chimio-prophylaxie. En 1956, plus de 70.000 élèves des écoles et près de 35.000 enfants d'âge préscolaire ont été soumis à la prophylaxie antipalustre.

La tuberculose est depuis ces dernières années l'objet des études d'une section spécialisée du Service d'hygiène mobile et de prophylaxie.

En ce qui concerne d'autres maladies transmissibles, telles que la méningite cérébro-spinale, la bilharziose et les maladies vénériennes, le nombre des personnes atteintes, qui est en réalité plus élevé que celui des personnes traitées, ne saurait être connu qu'à la faveur de prospections systématiques; pourtant, ces dernières n'ont encore pu avoir lieu par suite de la priorité qui a dû être donnée aux grandes endémies, comme la maladie du sommeil ou la lèpre.

/...

Personnel médical et sanitaire

	<u>1947</u>		<u>1953</u>		<u>1956</u>	
	<u>Gouv.</u>	<u>Privé</u>	<u>Gouv.</u>	<u>Privé</u>	<u>Gouv.</u>	<u>Privé</u>
Médecins diplômés d'Etat	74	...	116	13	132	22
" " locaux	18	...	48	2	40	6
Dentistes " d'Etat	1	...	4	7	2	9
Pharmaciens " d'Etat	6	...	(15	22	13	22
" " locaux	2	...	(		2	-
Infirmiers " d'Etat	47	...	(		60	23
" " locaux	700 ^{a/}	...	(1.727	186	1.540	107
Infirmières " d'Etat	24	...	(		73	...
" " locales	a/	...	(		136	...
Sages-femmes " d'Etat	8	...	(48	2	21	4
" " " locales	7	...	(		26	8
Agents sanitaires	30	-	...	-	75	-
Agents d'hygiène	80	-	...	-	99	-

a/ Le chiffre des infirmières diplômées locales (africaines) est compris dans celui des infirmiers diplômés locaux (africains).

Formations sanitaires

	<u>Nombre d'établissements</u>			<u>Nombre de lits</u>		
	<u>1947</u>	<u>1952</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1952</u>	<u>1956</u>
Grand hôpital	(9	(9	1	(1.543	(2.513	579
Hôpitaux secondaires			9			2.340
Centres médicaux	441	66	64	2.446	3.408	3.396
Infirmeries	72	69	82	2.082	2.204	2.153
Dispensaires	112	133	209	...	180	...
Formations privées	a/	134	88	a/	675	604
Etablissements et services spécialisés						
Formations administratives						
Accouchements	...	4	19	...	...	259
Formations isolées						
Services spécialisés	(35	78	48	678	859	1.150
Lits individualisés	(	-	-	-	-	63

a/ Compris dans le nombre des autres formations.

Formations sanitaires (suite)

	<u>Nombre d'établissements</u>			<u>Nombre de lits</u>		
	<u>1947</u>	<u>1952</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1952</u>	<u>1956</u>
Tuberculose						
Services spécialisés	...	1	8	-	...	386
Lits individualisés	-	-	-	-	-	93
Maladies contagieuses						
Services spécialisés	...	1	6	...	...	377
Lits individualisés	-	-	-	-	-	83
Lèpre						
Formations isolées	(32	23	17	3.459	2.528	1.069
Services spécialisés	(	9	8	-	-	95
Trypanosomiase						
Formations isolées	...	21	6	3.415	1.926	349
Services spécialisés	40	7	5	-	...	93
Lits individualisés	-	-	-	-	-	8
Psychiatrie						
Services spécialisés	1	1	6	21	24	67
Lits individualisés	-	-	-	-	-	6
Formations privées						
Accouchements	(a/	2 ³ _{b/}	11	(a/	...	80
Lèpre	(	4 ² _{b/}	4	(	...	118

a/ Compris dans le nombre des autres formations.

b/ En 1953.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

En 1945, il existait un enseignement à caractère pratique et utilitaire destiné à former un nombre suffisant d'auxiliaires africains pour l'administration et pour le secteur privé. Il groupait 296 écoles primaires : 148 pour l'enseignement public et 148 pour l'enseignement privé avec un total de 31.562 élèves, 16.159 pour les écoles publiques et 15.403 pour les écoles privées. En outre, 11 écoles primaires supérieures étaient en fonctionnement, comptant un total de 479 élèves. L'enseignement secondaire n'était donné qu'aux Européens dans quelques cours secondaires et l'enseignement technique proprement dit était inexistant.

/...

Une politique nouvelle fut inaugurée, conforme aux normes formulées en 1944 par la Conférence de Brazzaville, qui posa en principe que l'enseignement à tous les degrés devait être d'abord orienté vers une formation humaine et que la préparation technique devait se faire, dans tous les domaines, en partant d'une certaine base de connaissances générales. Tout en adaptant l'enseignement au génie particulier et aux besoins des populations ainsi qu'à l'économie du pays, il devait être suffisant pour permettre aux jeunes gens l'accès à toutes les fonctions de la hiérarchie sociale. L'enseignement a toujours été gratuit dans tous les établissements officiels. Tous les établissements sont ouverts dans les mêmes conditions aux populations européennes autochtones, urbaines et rurales. Il n'est fait aucune différence entre les élèves européens et les élèves africains.

Sous l'impulsion de la nouvelle politique et avec l'aide des moyens financiers du FIDES, l'enseignement a considérablement progressé au cours des dix dernières années. De 1946 à 1951, le nombre des élèves a augmenté de 170 pour 100. En 1953 les écoles primaires publiques et privées groupaient 122.806 élèves et en 1956, 144.659 élèves.

Le pourcentage de scolarisation est passé de 2,5 pour 100 en 1945 à 18,6 pour 100 en 1953 et 21,3 pour 100 en 1956. La scolarisation des filles marque un retard sur celle des garçons. En 1953, le total des élèves de la Fédération comprenait 21.875 filles plus 107.843 garçons, soit un taux de scolarisation d'approximativement 6,5 pour 100 pour les filles et 32,5 pour 100 pour les garçons.

Depuis 1953, un programme de réorganisation de l'enseignement a été réalisé qui a consisté, en ce qui concerne l'enseignement primaire, à pousser le développement "vertical" des écoles existantes avant d'installer des écoles nouvelles et des classes de débutants. En effet, les écoles créées dans la période d'après guerre se réduisaient souvent à une seule classe. On s'est donc préoccupé d'adjoindre des classes nouvelles de sorte que la moyenne du nombre des classes par école est passée de 2,19 en 1950 à 2,62 en 1954.

En application de la politique scolaire définie par la Conférence de Brazzaville, un enseignement secondaire exactement aligné sur celui de la métropole fut développé après 1946, en utilisant d'abord les anciennes écoles primaires supérieures et en ouvrant largement l'accès des anciens cours secondaires aux élèves africains. Ainsi jusqu'aux années 1953-1954 douze établissements scolaires, les "collèges" installés aux chefs-lieux et dans les grands centres,

/...

distribuèrent l'enseignement secondaire. Les effectifs de ces collèges primaires passaient de 300 en 1947 à 1.937 en 1953. En vue d'élever l'enseignement jusqu'au niveau métropolitain, on a créé un lycée fédéral à Brazzaville et trois collèges classiques et modernes à Bangui, Fort-Lamy et Pointe-Noire. En 1956, il existait cinq de ces collèges complets dans l'enseignement public et trois collèges privés. Le nombre des élèves de ces institutions est passé de 444 en 1948 à 1.861 en 1953 et 1.886 en 1956.

Dans le cadre de la réforme de l'enseignement entreprise depuis 1953, l'enseignement technique a également été réorganisé. On a créé une réglementation uniforme pour les écoles professionnelles en les ramenant au niveau des centres d'apprentissage métropolitains et en réduisant le nombre de leurs sections de spécialisation pour ne conserver que celles qui offraient des débouchés à peu près sûrs. Les anciennes sections d'apprentissage ont pris en 1953 le nom de sections manuelles, rattachées non à l'enseignement technique mais à l'enseignement primaire.

Dépenses

Les dépenses du service de l'enseignement sont couvertes par les budgets général et locaux, ainsi que par l'aide financière du gouvernement métropolitain (FIDES).

Les dépenses sur budgets général et locaux se sont accrues de 261 millions de francs CFA en 1948 à 922 millions en 1953, pour atteindre 1.061 millions en 1956. Au 31 décembre 1956, les crédits globaux du FIDES voués au développement de l'enseignement se sont élevés, au titre du premier plan, à 1.087 millions de francs CFA pour la section locale et 198 millions pour la section générale, et ceux accordés au titre du deuxième plan, à 792 millions pour la section locale et 48 millions pour la section générale.

	<u>Ecoles</u>					
	<u>1948</u>		<u>1953</u>		<u>1957</u>	
	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>
Premier degré	220	192	468	469	562	564
Second degré	8	2	11	5	6	3
Artisanat et enseignement ménager	...	...	...	...	46	40
Technique	(	...	52	53	4	1
Formation de maîtres	(16	...	10	12	...	...
Enseignement spécialisé (enfance délinquante)	-	-	1	-	...	...
						/...

Elèves

	<u>1948</u>		<u>1953</u>		<u>1957</u>	
	<u>Enseignement</u> <u>public</u>	<u>privé</u>	<u>Enseignement</u> <u>public</u>	<u>privé</u>	<u>Enseignement</u> <u>public</u>	<u>privé</u>
Enseignement du 1er degré	27.328	28.553	64.935	57.871	90.702	78.138
" du 2ème "	907	144	1.431	429	1.601	540
Technique	868	142	2.307	2.461	400	60
Artisanal et ménager	...	...	...	...	1.672	1.413
Formation des maîtres	...	...	231	309	527	465

Personnel enseignant

	<u>1948</u>		<u>1953</u>		<u>1957</u>	
	<u>Ecoles</u> <u>publiques</u>	<u>privées</u>	<u>Ecoles</u> <u>publiques</u>	<u>privées</u>	<u>Ecoles</u> <u>publiques</u>	<u>privées</u>
Enseignement						
Premier degré	651	...	1.384	1.277	1.821	1.561
Second degré	41 ^{a/}	...	57	22	136 ^{b/}	45 ^{b/}
Technique	73	...	82	36	110 ^{b/}	48 ^{b/}
Formation des maîtres	...	...	17	15	...	...
Enseignement spécialisé	...	...	...	...	( 12	(-
Education physique	...	...	15	-	((

a/ Y compris l'éducation physique.

b/ Y compris la formation des maîtres.

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Institutions culturelles

Le service des affaires sociales est chargé, en collaboration avec les services de l'enseignement et de l'information, du développement des institutions culturelles. Ces dernières comprennent essentiellement les cercles culturels, la section du cinéma éducatif, la section d'enregistrement de musique africaine et le centre et musée d'arts africains appliqués.

Les centres culturels, conçus en 1948 dans le souci de permettre aux Africains de développer leurs connaissances et d'organiser leurs loisirs, se sont rapidement multipliés. En 1948, il en existait dix-sept contre quarante-huit en 1951. Ils disposent d'un organe périodique, la revue "Liaison", entièrement

/...

rédigée par des Africains. Ils abritent des activités diverses, telles que des cercles d'études, des groupes de conférences, les arts plastiques, dramatiques et musicaux, des séances cinématographiques, des réunions des mouvements de jeunesse, l'enseignement ménager féminin.

A côté des bibliothèques installées dans chacun des cercles culturels et des collections et bibliothèques du gouvernement général, l'Institut d'études centrafricaines dispose d'une bibliothèque d'études à l'usage des chercheurs et des techniciens. Cet Institut est l'organisme local de recherches scientifiques. Il comporte un centre principal, à Brazzaville, et deux centres secondaires à Pointe-Noire et à Bangui, disposant d'un personnel de vingt-cinq chercheurs répartis dans sept sections : biologie végétale, entomologie médicale, géophysique, hydrologie, océanographie, pédologie, sciences humaines (ethnologie, sociologie, langues). Les résultats des recherches scientifiques sont régulièrement publiés dans des bulletins semestriels et dans une collection de mémoires.

Information des masses

Le service de presse et d'information, comportant un bureau fédéral et quatre bureaux territoriaux, est chargé "de toutes les actions propres à la meilleure et à la plus large connaissance des territoires et des problèmes de l'Afrique-Equatoriale française". Il publie un bulletin quotidien, des articles documentaires, et depuis 1952, un bulletin hebdomadaire. L'Agence France-Presse dispose depuis 1951 d'un bureau à Brazzaville et de trois agences locales dans les principaux centres; elle édite un bulletin quotidien et un bulletin bi-mensuel. Le seul journal quotidien est imprimé au Congo belge. Depuis 1952, un autre journal d'information paraît trois fois par semaine. Les autres périodiques, à l'exception de quatre hebdomadaires tirant environ 6.500 exemplaires, sont d'intérêt local ou professionnel et de parution mensuelle ou irrégulière.

Il existe deux postes de radiodiffusion : le poste national de Radio-Brazzaville, de caractère international, opérant sous le contrôle direct de la Radiodiffusion française, et Radio-AEF, émission locale destinée spécialement aux habitants des quatre territoires et comportant des programmes en dialectes locaux.
